

ACTION URGENTE

BOLIVIE. LA VIE DE DEUX DÉFENSEURS EST EN DANGER

Les défenseurs des droits humains Waldo et Franco Albarracin ont signalé que depuis le 19 octobre 2020, le lendemain de l'élection présidentielle, ils ont reçu plusieurs menaces de mort de la part de personnes non identifiées sur leurs téléphones portables et les réseaux sociaux. Dans deux vidéos diffusées sur les réseaux sociaux, Waldo Albarracin est accusé d'avoir participé à un coup d'État contre le gouvernement d'Evo Morales. La première le fait figurer sur « une liste noire de traîtres à la Bolivie » et la deuxième l'accuse d'avoir planifié l'incendie de sa propre maison. Nous appelons le ministre de l'Intérieur à prendre immédiatement des mesures de protection exhaustives et durables vis-à-vis de Waldo et Franco Albarracin et de leurs familles, en consultation avec eux.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Arturo Murillo
Ministre du gouvernement
Av. Arce esq. Belisario Salinas N° 2409
La Paz, Bolivie

Courriel : santamar20@hotmail.com ; info@mingobierno.gob.bo

Monsieur le Ministre,

Je vous écris au sujet des menaces proférées à l'encontre des défenseurs des droits humains **Waldo et Franco Albarracin**.

Ils ont signalé avoir reçu plusieurs menaces de mort sur leurs téléphones portables et les réseaux sociaux depuis le 19 octobre 2020. Dans deux vidéos, Waldo Albarracin est accusé d'avoir participé à un coup d'État contre le gouvernement d'Evo Morales. Dans la première, un leader du Comité pour la défense de la démocratie (Comité de Defensa de la Democracia) le fait figurer sur « une liste noire de traîtres à la Bolivie », tandis que dans la seconde, un ancien représentant du gouvernement d'Evo Morales l'accuse d'avoir incendié sa propre maison.

Le 26 octobre 2020, Waldo Albarracin a déposé plainte au sujet de ces menaces devant le Bureau du procureur général à La Paz. Auparavant dans l'année, il avait sollicité des mesures de protection auprès de la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

Je vous prie instamment d'ordonner immédiatement des mesures de protection exhaustives et efficaces concernant Waldo et Franco Albarracin, ainsi que leurs familles, en consultation avec eux.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération,

COMPLÉMENT D'INFORMATION

En décembre 2018, le gouvernement de Bolivie a publiquement identifié 43 personnes, dont Waldo et Franco Albarracin, comme ayant prôné « la violence et le racisme » lors des manifestations du 6 décembre 2018 contre un nouveau mandat présidentiel d'Evo Morales, alors envisageable.

Au lendemain des élections de 2019 en Bolivie, le 21 octobre, une veillée pacifique s'est tenue devant les centres de dépouillement des votes. Waldo Albarracin a déclaré que lorsqu'il est arrivé à cet endroit et sans qu'aucune violence n'ait lieu, la police « les a aspergés de gaz en plein visage ». Il a ajouté : « Au moment où je me couvrais le visage et où je tournais le dos à la police, quelqu'un a surgi et m'a frappé à l'aide d'un objet contondant. Je pense que c'était une barre de fer. » Le médecin légiste a rédigé un certificat attestant de ses blessures et lui a accordé 14 jours de congé maladie. Une plainte pénale a été déposée au sujet de cette agression, qui selon Waldo Albarracin est au point mort.

Le 10 novembre 2019, après l'annonce de la démission du président Evo Morales, un groupe d'environ 400 personnes a attaqué le domicile de Waldo Albarracin, détruisant les portes à coups de dynamite et provoquant un incendie. Waldo Albarracin a déclaré qu'il avait demandé à la police d'intervenir, mais qu'il avait reçu comme unique réponse qu'ils n'étaient pas en mesure de venir chez lui.

Après l'incendie de leur maison, ils ont eu bien du mal à trouver un lieu stable où s'installer et où vivre en sécurité, car ils ont continué de recevoir des menaces de mort sur les réseaux sociaux de la part de personnes non identifiées.

À la lumière des risques de préjudices irréparables pour sa vie et son intégrité personnelle, étant donné la gravité et l'urgence de la situation, le 28 février 2020, Waldo Albarracin a sollicité des mesures de protection auprès de la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Cependant, aucune mesure de ce type ne lui a encore été accordée à ce jour.

Le 18 octobre 2020, des élections générales ont eu lieu en Bolivie et Luis Arce, candidat du parti *Movimiento al Socialismo* (MAS, Mouvement vers le socialisme), parti de l'ex-président Evo Morales, a remporté la présidence.

Les défenseurs des droits humains et leur famille ne sont pas protégés par les autorités boliviennes et l'impunité perdure pour les attaques dont ils sont la cible. Dans le contexte de leur travail approfondi en tant que défenseurs des droits, Waldo et Franco Albarracin et leurs familles sont victimes d'attaques, de menaces et de stigmatisation, ainsi que de campagnes de diffamation par le biais de déclarations publiques de hauts responsables de l'État qui cherchent à délégitimer leur travail en faveur des droits fondamentaux.

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : espagnol.

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : [23 décembre 2020]

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOMS, NOMS ET PRONOMS À UTILISER : Waldo et Franco Albarracin (ils)